



## Échos du monde musulman N° 239

6 novembre 2014

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay



### Spécial Tunisie

*(lettre retardée du fait de ce voyage, la prochaine avec les échos habituels dans quelques jours)*

Mes lecteurs ne savent pas tous que je connais la Tunisie depuis environ 60 ans (donc avant l'indépendance) pour des raisons familiales puis professionnelles, ce qui ne signifie bien sûr pas que je la connaisse à fond. D'ailleurs les Tunisiens non plus, comme ils le constatent chaque jour.

#### Petit rappel historique

L'indépendance n'a pas amené de changement brutal de la vie matérielle. L'activité des Français et des Italiens continuait et le président Bourguiba déclarait que « le français n'est pas une langue étrangère » (ce qu'elle est néanmoins restée juridiquement). L'histoire a noté qu'il a pris des mesures considérées comme laïques dans un pays musulman, notamment le statut de la femme. Par ailleurs, il a lancé et médiatisé le contrôle des naissances (la fécondité est de 2 enfants par femme depuis environ 20 ans). D'autres pays ont pris plus tard certaines mesures dans le même sens, mais la Tunisie garde une grande avance et ces mesures jouent encore aujourd'hui dans le comportement électoral.

Après l'indépendance, il y a eu des turbulences dans le contexte de la guerre froide, mais la Tunisie a échappé en gros au socialisme qui a ruiné tant d'autres pays, dont l'Égypte et l'Algérie. Par contre elle n'a pas échappé aux conséquences de quelques « coups de gueule » de Bourguiba, qui savait pourtant que De Gaulle ne se laisserait pas marcher sur les pieds. D'où les malheureuses affaires de Bizerte et des terres françaises au début des années 60, dont Bourguiba a admis plus tard qu'elles auraient pu se régler par la négociation, mais qui ont déclenché une panique faisant partir la grande majorité des Européens (français et italiens surtout) et des Juifs. Bref une grande partie de la population qualifiée, et le pays est tombé dans un trou noir économique pour assez longtemps.

Sur le plan des langues, il y a eu d'abord une phase de grande coopération avec la France, avec, comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique, de nombreux Français devenant enseignants sur place, ce qui a beaucoup plus diffusé le français que ne l'avait fait la colonisation. La suite a été moins heureuse, avec l'arabisation de l'enseignement, comme dans les autres pays du Maghreb, qui a été catastrophique comme tout le monde l'admet aujourd'hui dans ces trois pays.

Je passe rapidement la suite de l'histoire : vieillesse de Bourguiba, sa mise à l'écart par Ben Ali, période marquée sur le plan politique par un autoritarisme croissant (comme dans le reste du monde, l'opposition est passée des marxistes aux islamistes, et la lutte contre ces derniers a servi de prétexte à l'aggravation de l'autoritarisme). Sur le plan économique, la Tunisie a connu un développement honorable dans un contexte assez libéral et est largement en tête du Maghreb et de bien d'autres pays musulmans. Ses petites ressources pétrolières n'ont pas déclenché les catastrophes des pays trop bien pourvus.

Les fidèles du régime parlaient alors de « la Suisse tunisienne », en se référant à la sécurité (du fait de l'omniprésence policière) et à la (relative) prospérité.

Ben Ali ayant à son tour mal vieilli, et laisse sa femme pincer de plus en plus ouvertement le pays, s'est fait renverser par ce qu'on a appelé le « printemps arabe », puis « l'automne arabe » lorsque les islamistes sont venus un peu partout au pouvoir. Il faut rappeler la différence entre les pays : les islamistes, bien que dirigeant théoriquement, ont peu de pouvoir au Maroc face au roi, en avaient « moyennement » (tout est relatif) en Tunisie, ainsi que de manière totalement différente en Algérie, et avaient mis en place une quasi dictature en Égypte (je passe sur le cas des autres et pays, où la situation est plus compliquée). Ces succès des islamistes avaient bien sûr des raisons religieuses, mais ils avaient aussi bénéficié du fait d'être le seul parti vraiment organisé (et financé par le Qatar) et avaient recueilli des voix démocrates en tant qu'opposants anciens et déterminés aux dictatures.

Comme en Égypte, l'échec économique et sécuritaire des islamistes, ainsi que leur propension au noyautage de l'administration ont entraîné une réaction populaire, qui a ramené les militaires au pouvoir en Égypte, et un gouvernement de technocrates neutres en Tunisie, chargé notamment d'organiser les législatives et les présidentielles.

### Les législatives

Elles viennent donc d'avoir lieu, avec une participation d'environ 60 %, dans une ambiance calme, avec quelques irrégularités que les observateurs internationaux ont jugé extrêmement secondaires.

La presse française ayant donné les résultats détaillés, je me borne à rajouter quelques commentaires tunisiens : les quelques 42 % des voix de Nidaa Tounés (coalition "laïque" de personnalités très variées) seraient d'abord anti-islamistes, et, pour cette raison, le fait du vote féminin (les occidentalisées bien sûr, mais aussi des « foulardées » pieuses et néanmoins hostiles à la politisation de la religion). Les autres principaux partis laïques notables sont le parti d'extrême gauche (7 % des voix) qui aurait bénéficié de la sympathie envers ses dirigeants assassinés vraisemblablement par des islamistes, et un parti considéré comme libéral (7 % également). Les autres partis laïques ont été laminés pour avoir donné la majorité du Parlement sortant aux islamistes en échange de la présidence de la république et de l'Assemblée nationale pour leurs dirigeants. Quand aux islamistes, si leur recul de 39 à 33 % des voix est net, ils n'en restent pas moins un parti important et bien structuré.

Des observateurs du printemps tunisien avaient insisté sur la différence entre une côte relativement moderne et une Tunisie intérieure très pauvre, symbolisée par la ville de Sidi Bouzid, point de départ de la révolution. Or ce que l'on a constaté, c'est un contraste nord-sud, le sud ayant plutôt voté Ennadha et le nord Nidaa Tounés. Cela notamment pour des raisons de solidarité locale au sud, le chef de file d'Ennadha étant un enfant de la région. Mais il faut toutefois remarquer que les deux grands partis ont eu des députés partout, et sont donc vraiment « nationaux ».

La constitution prévoit que le premier ministre est choisi dans le parti arrivé en tête, donc chez Nidaa Tounés.

### Et maintenant, la présidentielle

Le président a relativement peu de pouvoir, mais le poste est convoité : d'un côté le créateur et animateur de Nidaa Tounés, Béji Caïd Essebsi, semble favori malgré ses quelques 89 ans, et son élection consoliderait l'alternance laïque ; en face le président sortant Moncef Marzouki devrait avoir le soutien des islamistes. Slim Riahi, président de l'Union patriotique libre et Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire, partis dont nous avons parlé plus haut, jouent la carte des « jeunes laïques ». Le vote a lieu le 23 et son résultat influencera vraisemblablement la composition du futur gouvernement.

### La situation linguistique

Malgré quelques diatribes des islamistes fustigeant le français et « sa corruption de l'arabe » (le fait que la population parle « le dialectal » qui comprend beaucoup de mots français, et non l'arabe officiel), la situation linguistique n'a pas beaucoup changé : la langue maternelle parlée partout et de plus en plus écrite est le dialectal, la généralisation de la scolarisation en arabe profite à la lecture dans cette langue, tandis que le français est appris par presque tous, mais est parlé, lu ou écrit de manière très inégale suivant les études suivies

et le statut social. L'anglais pointe dans certains métiers et est l'interlocuteur dans les usines à touristes " (enseignes et renseignements basiques) où abondent les Allemands et les Russes, ce qui n'empêche pas les activités économiques et administratives amont et aval de se faire en français dans le secteur formel et en dialectal dans l'informel (je simplifie).

### **Conclusion personnelle**

Que les Français se précipitent en Tunisie comme touristes, retraités ou investisseurs dans l'intérêt des deux pays ! Cela consoliderait une transition démocratique et "laïque" (au sens local de respect de la profonde piété des uns et de la liberté des autres) qui pourrait alors montrer à d'autres pays musulmans que tout cela est possible sans violence ...